



## Lire Friot et émanciper le travail

*Notes et réflexions sur les thèses friotistes: généralisation du salaire à vie, investissement par la cotisation sociale, émancipation et transformation radicale du salariat*

La proposition de Bernard Friot est une contribution décisive pour avancer dans la construction d'un rapport de forces favorable aux revendications et aux aspirations des salarié.e.s, en tension avec la proposition d'une transformation sociale radicale. Nous l'avons abordée par une lecture collective de son livre d'entretiens « Émanciper le travail ».

Bernard Friot défend une émancipation concrète, qui se déploie en trois points forts constituant un faisceau de revendications révolutionnaires. Celles-ci permettent d'orienter des luttes, d'ouvrir des chemins politiques, de construire des avancées stratégiques vers le pouvoir populaire :

1. Le salaire à vie, lié à la qualification et à la personne;
2. Le statut politique de producteur.trice, rompant avec la subordination qui nous plie, travailleurs et travailleuses, au pouvoir de commandement et à l'exploitation capitaliste;
3. Le mouvement de socialisation de l'économie, avec la conquête de la propriété d'usage.

Ce modeste carnet de notes est composé de deux parties. Nous avons organisé une lecture collective des textes de Friot, en procédant par commentaires de

citations. Nous tentons d'en faire ici la synthèse et un prolongement vers les thèses de Friot. Nous avons également pris des notes relevant les principaux lieux et moments de cette expérience d'échange et de participation.

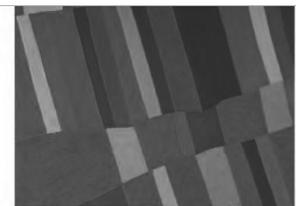
### 1ère citation - page 19

*J'insiste sur le fait que l'avenir est toujours ouvert. Parce qu'elle est au centre de la lutte de classes, la valeur économique est en perpétuel mouvement. Il y a des moments de relative consolidation de la pratique dominante de la valeur, et d'autres, de subversion de cette pratique. La classe ouvrière, aujourd'hui en panne, a été au XXe siècle porteuse d'une telle subversion.*

*Je reste troublé parce que je suis habitué à la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage et que tu parles, toi, de valeur économique.*

*Tu as tout à fait raison. La valeur d'échange est la pratique de la valeur dans le capitalisme, où la division sociale du travail repose sur la propriété lucrative des moyens de production et sur la marchandisation des forces de travail. Si j'inclus la valeur d'échange dans la notion générique de valeur économique, c'est pour éviter d'identifier la valeur à sa pratique capitaliste. Il faut toujours qualifier la valeur relativement au mode de production qu'elle détermine ; valeur hier féodale, aujourd'hui capitaliste, mais objet d'une subversion salariale depuis un*

*siècle. Et donc demain, je l'espère, salariale. L'identification implicite entre la valeur et la valeur d'échange réduit le devenir de la valeur à une contradiction interne au capital. Soit on invoquera son incapacité à assumer le « progrès des forces productives », fondateur de la dynamique sociale, comme si la production des valeurs d'usage pouvait venir à bout de la valeur d'échange dans une « révolution informationnelle ». Soit on mettra sur l'effondrement du capitalisme pris dans une contradiction interne structurelle, la baisse tendancielle du taux de profit, et sur l'avènement d'une production libérée de « la valeur ». Mais dans les deux cas, la valeur est identifiée à sa pratique capitaliste dans la valeur d'échange. C'est alors tout l'enjeu de la lutte de classe qui*



Bernard Friot  
**ÉMANCIPER  
LE TRAVAIL**

ENTRETIENS  
AVEC PATRICK ZECH



*disparaît, puisqu'elle porte précisément sur la mobilisation d'une classe révolutionnaire pour changer la pratique de la valeur. »*

## 2ème citation - page 21

*C'est sur ce point crucial que j'insisterai dans ces entretiens car c'est le cœur de ma contribution à l'histoire de la Sécurité sociale. Je me bats contre les lectures fonctionnalistes qui font de la Sécurité sociale un moment nécessaire du capitalisme et qui nient la subversion qu'elle introduit dans la pratique capitaliste de la valeur.*

### 1. Conditions pour s'arracher au rapport de force

Pour Friot, il faut éviter l'écueil de l'attentisme, qu'il soit béat ou catastrophé. En renonçant à l'optimisme culturel, nous cesserons de compter sur les possibilités du capital cognitif pour inverser la subordination entre valeur d'échange et valeur d'usage. Le travail a besoin d'une force politique. En luttant constamment contre le profit, nous cesserons de compter sur les contradictions internes limitant à terme la vie du système capitaliste. Autrement dit, laissons de côté le fantasme d'une inversion miraculeuse comme celui du suicide dépressif du système.

En parallèle, il s'agit de revaloriser la dimension politique des situations économiques, qui sont le produit de la lutte des classes, comme en témoignent les subversions qu'a connues le capitalisme, avec des socialisations réussies, telles que la Sécurité sociale. Cette dernière est la projection d'une volonté populaire d'émancipation sans cesse à l'œuvre et de moments décisifs de reconnaissance du travail de tous et de chacun, et non, comme le discours capitaliste ou victimiste le prétend, une béquille du système. Friot nous rappelle qu'un salaire n'est avant tout

que du salaire, c'est-à-dire de la reconnaissance d'un travail collectif, dont la prétention à l'évaluation de la contribution individuelle véhicule de nombreux mythes.

### 2. Affirmations non capitalistes

- La lutte politique est le constant historique, dont dépend la pratique de la valeur économique : l'abolition de l'agir politique est une fiction.
- L'actualité de la lutte politique impacte le devenir de la pratique de la valeur économique.

### 3. Ce qu'entraîne la création de valeurs non capitalistes

Friot nous rappelle que la valeur d'échange se pratique dans une politique de propriété lucrative des moyens de production et de marchandisation des forces de travail : celui ou celle qui fait ne détient pas les moyens de ce qu'il ou elle fait, celui ou celle qui donne de lui-même ou d'elle-même ne le fait pas pour lui ou pour elle. Il y a véritable absence d'un sujet politique. Il n'en est pas ainsi de la Sécurité sociale, qui est le résultat d'une justice sociale, un acte politique par excellence, et non un ajustement du social au capitalisme.

Pour cette raison, il est essentiel que la valeur ne soit pas identifiée à la valeur d'échange, par ailleurs trop formelle et absolue, comme à la valeur d'usage, trop personnelle et relative. L'une comme l'autre ne peuvent être autoréférentielles, et la valeur, comme dépassement politique permanent, institué dans des pratiques, capitalistes ou salariales, ne saurait s'y réduire. La lutte des classes s'est faite dans le capitalisme comme elle se fera dans un système d'institutions salariales garantissant le salaire à vie, nous dit

Friot. Il n'y a pas de raison qu'elle disparaisse. Mais la Sécurité sociale doit être généralisée, car elle est le modèle actuel de reconnaissance du travail de tous et de chacun, comme l'accès aux ressources pour tous et pour chacun – les deux pôles essentiels d'une dialectique politique moderne de la transformation sociale.

### 3ème citation - page 57-58

*Quant au mode de calcul de l'impôt comme de la cotisation, il laisse entendre qu'il s'agit d'une ponction, et on n'insistera jamais assez sur la performativité des techniques comptables. L'impôt est pratiqué comme une « redistribution » après distribution primaire des salaires et des profits qu'il est donc réputé amputer. La cotisation, de son côté, figure en charge sur la feuille de paie à partir d'une fiction qui est le salaire brut : le salaire net que perçoit un salarié est ainsi fictivement calculé comme son salaire brut moins la cotisation salariale, qui se trouve posée comme une ponction sur la valeur créée par le salarié. Quant à la cotisation patronale, qui vient s'ajouter au salaire brut, elle est réputée prélevée sur le profit : c'est la saga que raconte son mode de calcul.*

*La lecture aliénée de la feuille de paie fait des cotisations qui vont payer les retraités, les soignants, les parents, et des chômeurs une ponction sur la valeur que j'aurais produite, pour financer des activités utiles mais non productives. Cette solidarité aurait par ailleurs la vertu de me garantir des droits comme le ferait de l'épargne ; la part non consommée du salaire m'assurerait un revenu différé dont je ferai usage lorsque je serai moi-même retraité, malade, parent ou chômeur. Contre cette lecture de la cotisation comme salaire différé qui nous fait adhérer à la pratique capitaliste de la valeur, il faut tenir fermement qu'au contraire, la cotisation est du*



*salaires, mais pas mon salaire. Elle ne correspond pas au travail que j'ai produit (par contre, le profit qui est ponctionné sur mon travail ne figure pas, lui, sur ma feuille de paie !) La cotisation (comme l'impôt) reconnaît le travail de ceux qu'elle va payer. Comme je viens de le dire, si nous n'avions ni services publics ni Sécurité sociale, toute cette partie socialisée du salaire serait remplacée par du salaire direct. Le prix et la part des salaires dans la valeur ajoutée seraient donc les mêmes. Mais la part de la production émancipée de la pratique capitaliste serait nulle. L'étau capitaliste sur la production serait total.*

### **1. Conditions pour s'arracher au rapport de force**

L'enjeu politique de la feuille de paie est dans la lecture aliénée du rapport entre travail et capital, nous rappelle ici Friot. Elle repose sur deux illusions : la fiction de la ponction et la saga du salaire brut. Seule est bien réelle, dans cette mise en scène, la ponction de l'employeur, même si elle reste difficile à évaluer : s'il y a bien quelque chose

qui ponctionne pour sa propre et seule reproduction, c'est le capital, véritable sujet politique manifeste dans la feuille de paie. Le salaire ne paye pas mon travail, il le reconnaît, par la hauteur de l'accès aux ressources qu'il autorise, sur la base du rapport de force résultant des luttes. Le salaire est médiation sociale, la pratique de la valeur en acte : il détermine mon accès particulier aux ressources, comme ma participation au travail collectif : rien de plus. Toute prétention d'individuation en la matière relève d'une énormité intellectuelle. Lorsqu'on double la médiation avec l'emploi et qu'on la triple avec son rattachement aux marchés, on nage en pleine déréalisation. La part socialisée du salaire a pour fonction de réduire les inégalités : c'est le sens de l'arrachement à l'hégémonie capitaliste. C'est à la fois une leçon de justice, d'humilité et de solidarité : l'évaluation au mérite est impossible, alors autant la refuser : égalisons !

Avec la feuille de paie, c'est la relation entre l'employeur et l'employé qui prime, et, donc,

l'employeur se manifeste comme la médiation nécessaire du salaire : c'est là toute la performativité de la pratique capitaliste de la valeur, productrice de facticité. Autrement dit, la feuille de paie nous fait croire que la ponction est là, dans l'immédiateté de la réception de la feuille de paie. Non, elle est ailleurs, au moment où j'épuise indument, comme bien d'autres, ma force de travail, qui est aussi le moment où ma productivité est reconnue à travers l'emploi.

La saga, quant à elle, est structurée par deux éléments mythiques : le salaire brut et la coordination entre l'employeur et l'employé. Pour le premier, c'est la prétention à pouvoir évaluer exactement ma contribution personnelle à la valeur d'usage, donc à la richesse de notre société. Qui peut croire à ça ? Le terme d'aliénation employé par Friot en dit long. Quant à la relation de coordination entre l'employeur et l'employé, que vaut-elle au regard de l'histoire ? Elle est bien mince, et c'est l'entrée au travail qui légi-

time cette prétendue coordination, produite pour justifier une performance évaluable dans l'ici et maintenant. La coordination est ailleurs, à une autre échelle, dans un projet politique plus général, comme, nous l'avons vu, notamment dans le moment décisif qui est celui de l'avènement de la Sécurité sociale. Le travail humain ne peut être méprisé au point qu'on ne reconnaisse le déploiement qu'à si petite échelle : celui de l'ordre du sergent-major, dans un salut réciproque avec le soldat. Non, l'employeur et l'employé, soumis au régime capitaliste, ne sont pas en synthèse : ils sont en antagonisme.

## 2. Affirmations non capitalistes

- La solidarité est dans l'antagonisme entre le travail et l'emploi. La cotisation salariale n'est pas le paiement de l'improductif par le productif – ce qui est à la fois la fiction de la fiche de paie et la justification de la dépendance du travail à l'employeur.
- La cotisation reconnaît notre droit à tous et chacun d'être payé à vie ; elle n'a rien à voir avec l'épargne individuelle. Elle rend compte d'une solidarité et d'une continuité entre le travail passé, présent et futur.
- L'évaluation unilatérale de la valeur du travail par le salaire individualisé est une imposture et un rituel de domination : elle consiste à évaluer au plus près la contribution personnelle de l'employé pour masquer au plus fort la coopération du travail collectif ainsi que la part de profit de l'employeur.

## 3. Ce qu'entraîne la création de valeurs non capitalistes

La cotisation salariale a l'avantage de dissocier le revenu du besoin pour le rattacher au travail entendu comme puissance de production et de lutte : c'est le travail commun qui paie – mais il faudra reconnaître de bonne foi que chacun travaille. Autrement dit, lorsque je considère mes revenus en fonction du travail, c'est celui-ci que j'estime et j'interroge, et je projette un avenir plutôt que de répondre aux nécessités et à l'urgence du besoin. Retrouver l'intérêt au travail, qui est la ressource économique, plutôt qu'à la consommation, c'est replacer la subjectivité et les actes délibératifs à cet endroit-là.

Pour Friot, cette aspiration politique au travail ne peut se faire sans changer les institutions politiques, c'est-à-dire modifier la pratique de la valeur. En rapport au passage, les deux piliers sont le salaire à vie et la qualification personnelle, dans une dialectique de tous et de chacun. Le premier reconnaît ma contribution personnelle à la société, en tant que travailleur, et fait de moi un sujet indépendant de toute forme de marchandise : je travaille pour moi et pour tous – ni que pour moi, en tant que demandeur, ni que pour tous, en tant qu'offreur, une autre fiction en matière de travail. Le second, qui sera l'objet d'une lutte de classe, est la reconnaissance de la hauteur de mon engagement dans la société : c'est la qualification personnelle, et avec elle, la question difficile et discutable de la hiérarchisation. La qualification motive l'entrée au travail et remplace avantageusement le cadrage et le commandement de l'employeur.

## 4ème citation - page 107

*Notre salaire à vie est antinomique au revenu de base, mais il est vrai qu'ils ont quelque chose en commun : la déconnexion entre la ressource et l'emploi. En tout cas, pour le premier chèque du revenu de base, parce que, pour ceux qui ne s'en contenteront pas, il faudra bien qu'ils aillent sur le marché du travail chercher leur second chèque, et, là, il y aura bien connexion entre ressource et emploi. Alors que le projet du salaire à vie, lui, supprimera l'emploi : il n'y aura pas deux chèques, mais un seul, le salaire qui correspondra à la qualification de la personne et qui lui sera attribué de façon irrévocable.*

*Ceci dit, restons sur cette proximité de la déconnexion : les tenants des deux projets mènent la tâche considérable de s'attaquer à cette idéologie du mérite qui conditionne les ressources à la mesure du travail entrain d'être fourni. Tout ce qui permet de déverrouiller dans les têtes l'identification entre droit à ressources et mesure ici et maintenant d'une fourniture de travail est une bonne chose. Ce verrou est posé dans nos têtes dès l'enfance tant il est essentiel à la pratique capitaliste de la valeur économique. Les tenants du revenu de base aiment citer ce résultat assez constant des sondages : lorsque l'on demande à quelqu'un s'il continuerait à travailler en percevant un revenu inconditionnel, la réponse est massivement « oui » ; mais lorsqu'on lui demande si son voisin continuerait à travailler, la réponse est majoritairement « non ». C'est-à-dire combien, s'agissant de nous-mêmes, nous mesurons l'importance anthropologique du travail concret. Nous savons combien notre présence dans l'espace public, notre confrontation à l'altérité sont décisives, et qu'un salaire à vie soutiendrait notre désir de travailler. Mais l'intériorisation de l'injonction capitaliste à se présenter sur le marché du travail pour « s'insérer » est telle que les ré-*

*ponses à la seconde question manifestent notre aliénation.*

### 1. Conditions pour s'arracher au rapport de force

Friot rappelle ici qu'il n'y a pas plus radicale opposition à l'aliénation politique subie dans le capitalisme que le salaire à vie : ce dernier doit être au centre de la lutte, car il s'attaque directement à l'idée que le prix de ma contribution personnelle est fonction des ressources à disposition et des ressources auxquelles j'ai le droit d'accès (idéologie du mérite), sous prétexte que ma contribution peut être instantanément évaluée (injonction capitaliste). Cette potentialité d'évaluation – énorme illusion à laquelle nous adhérons sans y croire – est précisément ce qui justifie a posteriori l'insertion du travail dans le marché, donc la marchandisation des forces de travail et, en voie de conséquence, la dévalorisation

du travail humain. Le salaire à vie y met fin, car il dit simplement que nos ressources et mon droit aux ressources sont déterminés par le travail : seule certitude que nous avons finalement entre les mains. Il faut donc remettre le travail en rapport à la vie, c'est-à-dire dans un rapport au déploiement temporel de la personne, et non au marché, qui en fait un bien parmi les autres : la suppression de l'emploi en est la condition, celle qui permet de briser l'assignation du travail au marché.

L'institution pratique capitaliste de la valeur visée ici en désignant la détermination des ressources par la fourniture de travail ici et maintenant est la mesure de la valeur par le temps de travail, dont Friot rend manifeste la tyrannie. Elle nous amène à des conclusions erronées : l'autre est toujours celui qui veut prendre sans rien donner, alors que moi, je suis toujours celui qui contribue à la

valeur d'usage. Ces conclusions proviennent manifestement d'une fixation sur la quantité de travail au détriment de sa valeur qualitative, fixation qu'entretient l'employeur. Or, nos actions, considérées comme des quantités, nous placent malgré nous dans des rapports concurrentiels de tous les instants. Beaucoup de gens sont motivés par la valeur d'usage et pensent que les autres sont motivés par la valeur d'échange. Il faut démêler cette collusion, nous dit Friot : l'employeur n'est pas les autres, et les autres ne sont pas l'employeur.

Les capitalistes, nous dit Friot, ne sont pas des gens qui veulent s'en foutre plein les poches ; ils cherchent avant tout à conserver et à maximiser le pouvoir qui leur est conféré. Le tiers exclu, dans ce type de raisonnements, c'est le travail collectif, dont on nie qu'il crée la possibilité d'accumulation de richesses. Le travail est la condition nécessaire



pour tous et pour chacun: c'est pourquoi il y a du sens à le payer a priori. Ce n'est pas ce que fait le diktat de la fourniture du travail ici et maintenant, réalisée notamment par l'institution de la mesure de la valeur par le temps de travail.

## 2. Affirmations non capitalistes

- Le désir de travailler en société fait partie de notre subjectivité, car nous sommes des êtres sociaux avant tout. Il est faux de dire que nous résistons au travail : nous n'acceptons simplement pas sa subordination à la commande capitaliste dans ses diktats d'insertion et sa précarisation des conditions de travail.
- L'absence d'identification à autrui en tant que travailleur et la méfiance qu'elle génère provient directement de la marchandisation des forces de travail, qui nous aliène.
- Je désire travailler car je suis de fait un être social, non pour faire partie d'une collectivité à venir. La dictature de l'emploi n'arrive pas à m'ôter cette conviction, mais elle suffit à me faire croire à ce qu'autrui se comporte différemment.
- La pratique de la valeur par la mesure du temps de travail répond à la logique de l'accès aux ressources par une fourniture de travail actuelle, menée aujourd'hui à son terme par une société de contrôle, faite d'évaluations instantanées en permanence.

## 3. Ce qu'entraîne la création de valeurs non capitalistes

Ce passage est au centre de l'ouvrage. Il montre qu'avec le

salairé à vie, en premier lieu, et la qualification de la personne, en complément, nous changeons totalement de paradigme. L'accès aux ressources par une confrontation à l'altérité qui se fait via la médiation de l'employeur fait de nous des êtres agis, principalement constitués par notre statut socio-économique. C'est la conséquence de la pratique capitaliste de la valeur économique. Avec une qualification fondée sur un salaire à vie, par contre, nous sommes désignés comme des êtres politico-sociaux. Notre être social détermine la condition de notre action politique plutôt que notre statut économique détermine notre comportement social. Déverrouiller les ressources d'une fourniture de travail ici et maintenant, c'est précisément restituer le clivage entre la question économique et la question politique, aussitôt émancipée. C'est par ailleurs reconnaître ici et maintenant l'effort humain historique comme la portée anthropologique du travail.

Le verrouillage entre ressources et fourniture de travail, qui est la question de l'exploitation par l'emploi, est un atavisme occidental, qui a pour résultante le fait que l'ouvrier est dans l'histoire l'analogon de l'Indien d'Amérique. C'est l'histoire de la conquête du monde par le capitalisme marchand occidental. Celui qui est entraîné d'exploiter est le maître ; l'autre est un esclave ou un bon à rien sans la fiction d'un contrat - erreur de raisonnement économique, puisque cet autre est le porteur du principe actif de la valeur du maître. Et la logique d'insertion dans le marché devient la suivante : ton droit d'accès aux ressources, droit de vie, passe par l'acceptation d'une exploitation et d'un conformisme, ce que véhicule, plus populaire-

ment, l'expression « marche ou crève ».

Pour ces raisons, mesurer la valeur par le temps de travail est pour Friot un piège, qui valide le rapport entre l'accès aux ressources et la fourniture ici et maintenant du travail, permettant à la valeur d'échange de neutraliser la valeur d'usage. Le producteur, et nous en sommes tous, est un sujet politique qui se développe parce qu'il est structuré par des situations et des temporalités multiples et diverses, dans des contextes variables de sociabilité. Notre capacité à nous construire comme sujets se laisse produire, non pas par le marché, mais précisément par notre inscription dans des durées variables et des localisations hétérogènes - le sens même de notre capacité d'adaptation. Son aliénation est dans le marché, la fourniture du travail ici et maintenant, celle de la logique de l'adéquation temporelle entre l'offre et la demande, qui, en enfermant le travail, tente de mutiler le sujet. Pour cette raison, selon Friot, ceux qui mènent la lutte des classes sur la question de la propriété privée n'attaquent pas le capitalisme de front. L'aliénation n'est pas tant dans la propriété privée que dans le caractère lucratif de la propriété privée. La division du tous et du chacun se constitue au cœur même du profit, la question économique essentielle. Quel est le bénéfice pour tous et pour chacun à travailler ? C'est la gestion du salaire qui le dit. Or, à l'heure actuelle, seuls quelques uns sont à ce titre des sujets, décident pour eux-mêmes du salaire, fondant le mérite dans une pratique extrêmement élitiste.



### 5ème citation - page 108

*C'est vrai que « l'insertion » nous éduque à accepter la soumission... Oui, il faut insister sur la violence du vocabulaire de l'insertion ou de l'intégration. Un militant de la CGT me faisait remarquer, lors d'une formation, cette curieuse façon de dire bienvenue aux jeunes en les incitant à s'insérer comme s'ils étaient à l'extérieur et qu'il leur fallait entrer dans un intérieur auquel ils sont étrangers. Cette omniprésence de l'injonction d'insertion faite aux jeunes rejoint d'ailleurs l'injonction d'intégration faite aux prétendus immigrés de la seconde et de la troisième génération. Mais ce qu'exprime ce vocabulaire aussi scandaleux que banal, hélas, c'est que le capitalisme fait de nous des étrangers dans notre propre maison. En s'arrogeant la direction de la valeur économique, la bourgeoisie l'enferme dans des murs que nous ne pouvons franchir qu'en ôtant notre casquette pour saluer avec respect*

*nos maîtres. Et si ce n'était que cela ! Mais il s'agit pour s'insérer ou s'intégrer de faire un considérable travail d'appauvrissement de soi...*

### 1. Conditions pour s'arracher au rapport de force

Un travailleur travaille chez lui : sinon c'est un voleur ou un voyageur pratiquant la méditation, à quelques exceptions près, comme pour l'ethnographe. Si nous nous sentons étranger dans le lieu même dans lequel nous travaillons, c'est que nous nous trouvons confrontés à un réel problème. Le vocabulaire de l'insertion et de l'intégration entretient l'aliénation au travail, non seulement parce qu'il est une conséquence de la force disciplinaire, comme on en a l'habitude, mais pour remettre en question notre droit à être-là, alors même qu'on nous y force. C'est là que violence et folie se rejoignent complètement, et c'est le sens du passage.

Les rois ont étendu leur domination sur l'ensemble d'un territoire avec la conviction que la langue nationale est leur bien : ils en sont donc la raison. Aujourd'hui, la bourgeoisie capitaliste fait le même raisonnement pour le travail, s'attribuant la raison de ce trésor collectif, en dehors de toute lecture historique – et on comprend au passage que l'intellectuel et sa conscience historique soient son pire ennemi. Derrière la question du vocabulaire, et de l'obéissance, son sens disciplinaire, c'est bien la question du partage dont il ressort. En faisant ressentir à tout nouveau travailleur, jeune ou immigré, qu'il entre dans un espace qui ne peut pas être le sien, le rituel consiste à faire comprendre d'entrée que nous ne sommes pas là pour partager de la richesse. Il faut donc faire une double lecture du vocabulaire d'insertion : tu dois obéir à notre commande sociale comme accepter la discrimination dans l'accès aux ressources. Relever cette double injonction, c'est montrer que les dimensions politiques et économiques sont confondues en un seul et même geste, distinction volontairement masquée.

### 2. Affirmations non capitalistes

- Le vocabulaire de l'insertion et de l'intégration masque et entretient l'exclusion, au lieu d'être la manifestation d'une invitation, comme on le trouve dans le vocabulaire de l'hospitalité et de l'accueil, qui autorise le « chez soi ».
- Le travail est un lieu de partage que les valeurs marchandes ont perverti, comme le manifestent aujourd'hui les expressions naïves telles que « j'ai un travail », qui ne devraient être employées qu'ironi-



quement, si on a en mémoire que tout le travail est productif et coopératif. Le discours sur l'insertion est à l'opposé du discours sur le partage.

### 3. Ce qu'entraîne la création de valeurs non capitalistes

L'analyse du vocabulaire d'insertion nous permet de construire des analogies entre diverses formes d'exclusion, subies ici par les travailleurs en général, comme les immigrés en particulier, et de comprendre que le capitalisme affecte ces deux secteurs de manière semblable. Et pour cause, car ce sont souvent les mêmes personnes. Mais ce que le vocabulaire employé et nos analogies manifestent plus essentiellement, c'est le constat du caractère négatif attribué à toute forme de partage. La confrontation à autrui ne passe pas par le postulat du bien commun premier. Ce dernier, comme ma participation sociale, est toujours un avenir, et jamais du présent. Du point de vue du capital, il va sans dire que c'est tout à fait logique, puisque le capital a pour prétention d'être le créateur exclusif de richesse et le créateur principal du lien social. La bonne insertion, avec le bien être, est l'équivalent du profit comme achèvement de l'émancipation.

L'institution de la pratique capitaliste de la valeur dont il est question ici plus particulièrement est bien celle de la propriété lucrative. Le profit est présent pour les uns, et pour les autres, bien être à venir le jour où ils seront insérés. Cette pratique capitaliste est un appel à l'attentisme économique comme politique. La copropriété d'usage y met fin, et c'est elle qu'il faut généraliser. Elle est aujourd'hui l'objet d'une lutte, mais qui reste très sectorielle, avec les dangers d'acceptation de précarisation qui la guettent à chaque instant. C'est pourquoi, pour Friot, elle ne peut pas être menée sans les autres institutions de la pratique de la valeur salariale que sont le salaire à vie, la qualification personnelle et la cotisation sociale, piliers de la révolution salariale contre le capital.

### 6ème citation - page 115 à 116

*Tu ne veux pas imposer le capital ? Tout mot d'ordre immédiat doit être tendu vers la suppression de la pratique capitaliste de la valeur. Taxer le capital, ce n'est en aucun cas un premier pas vers sa suppression. D'une part, ça le légitime : un « mal » (le profit) qui finance du « bien » (la solidarité) n'est plus tout à fait un mal. Il devient même un mal nécessaire puisque la bonne santé de la Sécurité sociale financée par la taxation du capital sera*

*suspendue à la bonne santé de ce dernier. Mais surtout, taxer le capital, c'est faire la part entre le bon et le mauvais capital. Les propositions actuelles de lutte fiscale contre le « coût du capital » contre les paradis fiscaux, contre les « rentes de la finance » distinguent la « rémunération normale » du bon capital, le capital industriel, celui de « l'économie réelle », et les excès de rémunération du mauvais capital, le capital financier, prédateur de l'économie réelle. Ce ciblage sur les excès du capital financier fait l'impasse sur la lutte contre le capital tout court. On ne le dira jamais assez, la révolution fiscale est un obstacle décisif à la révolution tout court. Arrêtons de prétendre qu'elle est un premier pas.*

### 1. Conditions pour s'arracher au rapport de force

Toute valorisation du capital, y compris dans la forme réformiste, nuit à la possibilité d'une révolution, nous rappelle ce passage. Si taxer le capital est un moindre mal, c'est toujours le valoriser comme une source de bien commun, au moins dans le temps de reconnaissance de la taxation. On fait comme si le capital était une ressource dont on tire le fruit à l'instar de notre rapport à la nature. Le capital est invoqué, y compris symboliquement, comme créateur de bien commun. C'est grâce à lui, et non à la plus-value issue des forces de travail, ose-t-on nous dire, qu'on augmente la part de richesse sociale.

Mais il y a pis, car, comme le remarque Friot, le capital devient un mal nécessaire. Et, comme nous le savons, il n'y a rien qui nous attache plus que cette idée de mal nécessaire, fonctionnant comme principe de réalité, meilleur argument pour toute sorte de soumission. On ne saurait s'en passer comme on ne saurait se passer d'un chef, pro-

clame-t-on - la tête domine le corps. Or, penser le mal nécessaire a pour but de s'interdire d'ouvrir le champ des possibles, et donc de poser les questions politiques de fond, liées à l'émancipation. Le mal nécessaire est un prétexte aux conduites d'évitement, qui atténuent les effets du capitalisme mais désamorcent les potentialités de changements radicaux.

Ce passage nous renseigne sur les effets des conduites d'évitement, en l'occurrence l'imposition, qui, selon Friot devrait être remplacée par la cotisation salariale. Les conduites d'évitement, certes, dénoncent les abus du capitalisme en freinant sa pratique de la valeur économique. Ce faisant, elles masquent cependant l'état de

crise constant que cette dernière génère. Leur existence produit la catégorie du normal et de l'excessif, comme l'ont bien montré, en temps de crise, les mascarades médiatiques célébrant la distinction entre économie réelle et économie financière : en luttant contre l'excès, on ratifie l'existant en lui donnant le statut de normalité. Cet exercice de civilisation garantit la pérennité des pratiques actuelles. Au final, les révolutions fiscales sont des conduites d'évitement, productrice de facticité. La question du choix du capitalisme est déplacée vers la question de son bridage. Quant à l'imposition, en particulier, on reste dans l'attentisme, celui d'un logiciel parfait.

**2. Affirmations non capitalistes**

- Les conduites d'évitement masquent l'état de crise des rapports sociaux de production et d'échange.
- Le capital n'est pas une condition nécessaire de financement public.
- La monnaie n'est pas responsable des crises : elle est autant un lien social et un moyen facilitant la répartition qu'un moyen facilitant l'accumulation de richesse.

**3. Ce qu'entraîne la création de valeurs non capitalistes**

La question centrale que pose ce passage est la suivante : faut-il valoriser le capital ou valoriser le travail ? Les luttes fiscales contre le profit capitaliste, si elles sont justifiables, découlent d'une conduite d'évitement : taxer le capital, au lieu de le supprimer. Or, la finance n'est pas la responsable de l'ensemble du processus de marchandisation que nous connaissons aujourd'hui qui, lui, est notre source de nuisance permanente. Les crises financières viennent ajouter l'intolérable à du déjà beaucoup trop toléré en matière de lutte du non vivant contre le vivant, et avant tout de ce qui clôtüre ou tue l'être humain. Or, ce dernier est celui qui porte le travail, qui le valorise : n'est objectivement capitaliste que la classe dominante. En d'autres termes, lutter contre le capital en ayant comme fin sa suppression, c'est lutter contre l'extorsion des forces de travail. La taxation socialise la rémunération et réduit à ce niveau les inégalités, mais semble loin d'améliorer nos conditions de travail et notre vie en général, si ce n'est pour celles et ceux qui ont déjà de bons revenus.

Pour Friot, il n'en est pas de même de la cotisation salariale,

Changement de la pratique de la valeur	Conduites d'évitement
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Détermination politique de la valeur économique</li> <li>• Suppression du marché du travail</li> <li>• Fonction publique</li> <li>• Salaire à vie</li> <li>• Copropriété d'usage des entreprises</li> <li>• Mesure de la valeur du travail à inventer - refus de la productivité capitaliste</li> <li>• Suppression du crédit par cotisation économique subventionnant l'investissement</li> <li>• Généralisation de la cotisation à tout le PIB</li> <li>• Pratique salariale de la valeur</li> <li>• Révolution</li> <li>• Emancipation du travail de la folie capitaliste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleur partage de la valeur économique</li> <li>• Lutte pour le plein emploi</li> <li>• Service public</li> <li>• Revenu de base</li> <li>• Sécurité emploi - formation, allocation d'autonomie pour la jeunesse</li> <li>• Réduction du temps de travail</li> <li>• Pôle public bancaire, financement des emprunts publics par la Banque centrale</li> <li>• Révolution fiscale</li> <li>• Suppression du travail et de la monnaie dans une illusoire société de l'activité vouée à la seule valeur d'usage</li> <li>• Révolution informationnelle</li> <li>• Développement durable</li> </ul>

qui arrache à l'employeur ses prétentions à répondre seul de la productivité et reconnaît d'entrée la valeur du travail. La logique qui consisterait à taxer ou le capital, ou le travail, est une idée aberrante, qui est celle de sanctionner négativement, dans un deuxième temps, ce dont on reconnaît la valeur, dans un premier temps. Autant choisir, et donc décider clairement de valoriser le travail et, par conséquent, le reconnaître entièrement. Il faut donc, pour aller au bout du raisonnement, y inclure

l'ensemble du travail, non celui seulement qui est reconnu actuellement comme productif par le salaire direct.

Pour Friot, la cotisation est révolutionnaire en ce sens qu'elle sort de la logique d'une justice sociale qui s'opère comme ré-équilibre, correction dans un cadre restreint, celui du marché, qu'elle légitime comme cadre de référence. L'impôt est toujours contesté, et pour cause, puisqu'il est soupçonné de freiner à tout moment ce qui est valorisé, puis-

qu'il n'est pas considéré comme porteur de valorisation. Comme avènement historique, la cotisation marginalise à la fois ce qui va au salaire direct et ce qui va au profit, reconnaissant en priorité le travail de celles et ceux qu'elle va payer : les retraités, les parents... Si on l'augmente, on substitue la valeur au profit comme au marché du travail, mais on augmente la part de travail valorisée. C'est pourquoi elle est le résultat de valeurs non capitalistes.

## Discussion autour de la lecture de Bernard Friot

**N**ous avons reporté ici un certain nombre de questionnements qui ont fait l'objet de discussions au cours des deux séances de lecture des textes de Bernard Friot. Nous essayons d'y répondre le plus synthétiquement possible et à la lumière des institutions poli-

tiques salariales. un certain type de personnes, les nouveaux arrivants dans la reconnaissance de la productivité. Cette destinée remplace plus ou moins, mais non radicalement, le principe de classe fondé sur l'innéisme. A l'heure actuelle, les réponses capitalistes sont dans le développement de la robotisation et dans le tri des déchets,

### Réponses politiques

La question des tâches ingrates est pour beaucoup celle de la distinction entre tâches machinales et tâches réflexives. Le salaire à vie et la qualification personnelle répondent partiellement à ce problème, car ils reconnaissent le caractère très productif de ces tâches. On peut également imaginer que la copropriété d'usage, qui implique une coordination du travail dans et à partir du lieu de production, nous forcera à inventer de meilleures formes de répartition des tâches ingrates. Ceux qui partagent un même sort entrent dans un processus d'identification réciproque, lorsqu'ils se traitent en égaux, ce qui est le principe même de l'égalisation salariale, via le salaire à vie. Par ailleurs, la généralisation de la copropriété d'usage, qui a pour principe de reconnaître l'œuvre commune dans le travail, peut nous amener à mieux voir que son antithèse, la propriété lucrative, est une ponction induite sur la force de travail.

### Questionnement

Le fait que le salaire à vie soit accompagné par la qualification personnelle ne peut pas faire au-

Institutions salariales	Institutions capitalistes
• La copropriété d'usage	• La propriété lucrative
• Le salaire à vie	• Le marché du travail
• La qualification personnelle	• La mesure de la valeur par le temps de travail
• La cotisation	• Le crédit

tiques salariales.

### Questionnement

Le problème des « tâches ingrates » nous a retenus longtemps dans nos discussions. La division du travail, telle que nous la connaissons, envahie par le principe que l'esprit domine la matière et que, plus on s'élève socio - économiquement, plus on peut facilement se débarrasser de ces contraintes, permet effectivement de régler rapidement ce problème : les tâches ingrates sont destinées à

qui trouve sa raison dans l'idée d'un coût moindre pour la collectivité. Bien maigre réflexion.

Une fois ces principes disparus, comment procéderons-nous ? Parmi les solutions proposées, il y a celle d'un service civil, avec cette limite que tous n'arriveront pas à faire tout type de tâches. Il y a comme autres options une plus forte rémunération pour ceux qui travaillent aux tâches ingrates. Enfin, la question de leur répartition sur le lieu de travail s'est également posée.



trement que de nous laisser son-geur quant à la sortie d'une méritocratie.

### Réponses politiques

La méritocratie a pour premier grand défaut l'incapacité à mesurer la contribution personnelle dans la valeur ajoutée, alors qu'elle prétend pouvoir le faire: question de mauvaise foi. La méritocratie joue son existence sur un contrôle resserré du travail. Or, l'emploi, comme cadre au travail, dans sa forme capitaliste, on le voit bien aujourd'hui, ne met pas à distance la surveillance, bien au contraire : la peur de la baisse du taux de profit génère une méfiance généralisée quant au processus de travail humain. Puisque l'entreprise estime que la valeur productive est dans le poste de travail, l'unité fonctionnelle première, elle va faire porter la sanction sur la non adéquation entre l'être humain et le poste en cas d'absence de productivité. En concurrence, la qualification personnelle, si elle

fait porter au corps plutôt qu'au poste la valeur personnelle dans le processus de travail, a des potentialités discriminantes qu'il ne faut pas sous-estimer, mais nous allons pouvoir débattre plus directement, en confrontation de personne à personne, de la contribution personnelle. Le salaire à vie va très probablement permettre à la partie incriminée de mieux se défendre contre la pression du groupe.

On rétorquera qu'avec le salaire à vie, la difficulté de l'entrée au travail, qui est l'obstacle majeur au travail humain, serait renforcé. Rien n'est moins sûr. C'est un argument purement individualiste, qui oublie que les rapports sociaux font partie intégrante du processus de production, et que, comme être social avant tout, l'individu, lorsque les conditions matérielles sont là pour garantir la fête et le sommeil en fin de journée, est très favorable à la dépense d'énergie en coordination avec d'autres sur une bonne partie de la journée. Bien entendu, s'il faut travailler à des tâches ingrates et

machinales dans son coin, l'entrée au travail est plus difficile, voire incompréhensible.

### Questionnement

La lutte pour la réduction du temps de travail a fait l'objet d'une grande concentration de moyens chez les travailleurs. Elle a été inévitablement mise en jeu dans nos débats. Il était évident que nous l'abordions dans nos discussions. C'est le temps de travail surdimensionné et les considérations concernant les inégalités salariales, qui font, de manière conjuguée, l'intérêt général de la lutte en tant que libération. Le temps de travail est un instrument, certes, très compréhensible, de mesure de la valeur du travail, mais beaucoup trop formel et trop injuste pour déterminer la valeur du travail dans l'échange. La perspective de sa réduction est donc un principe évident de la mobilisation ouvrière. Le temps de travail est un enjeu pour déterminer la ligne qui divise asservissement et libération. Dès lors, en parler, comme le fait Bernard Friot, en termes de conduite d'évitement, c'est pour nous très problématique... et ceci d'autant plus que la bourgeoisie ne cesse de vouloir l'augmenter « pour payer les retraites ».

### Réponses politiques

Le problème du temps de travail en rapport à l'emploi, en concurrence à la qualification personnelle en rapport au salaire à vie, laisse en suspens la question de la facticité de la distinction entre travail productif et travail non productif. Or, cette distinction, contre laquelle lutte Bernard Friot, comme les autres économistes de gauche radicale, reste l'un des enjeux majeurs de la lutte politique pour la reconnaissance du tra-

vail. A quel titre peut-on différencier le travail productif du travail non productif ... à part lorsque nous sommes des vieillards grabataires ? Car, dans l'état de civilisation que nous vivons actuellement, nous sommes en coordination permanente avec les autres quant à l'organisation du travail. En témoignent les contraintes de l'emploi sur notre vie hors du temps consacré à l'emploi, que nous respectons comme nous ne l'avons jamais fait auparavant. Il faut donc en finir avec cette distinction, mal nécessaire du capital, mais tellement factice au regard de la contingence de nos choix politiques... et nous en avons montré les preuves dans tous nos efforts de démocratisation.

Si nous reprenons cette distinction dans la question de nos retraites, qui nous préoccupent particulièrement et à juste titre aujourd'hui, il faut montrer qu'elle provoque une collusion entre deux logiques. Ou c'est le poste, ou c'est moi-même qui suis reconnu comme productif. Dans le premier cas, je ne suis pas productif à la retraite, mais alors comment expliquer que je gagne plus ou moins que d'autres personnes dans la même situation de non productivité ? Si c'est moi qui suis productif, comment peut-on expliquer tant de différences salariales dans les différents postes que j'occupe au cours de ma vie ? Qui va croire ça ? Cette deuxième forme de différenciation dans la rémunération est des

plus insensée, nous le voyons ici avec évidence. En d'autres termes, les deux pôles logiques de notre réflexion en matière de travail productif devraient être la tension vers le salaire à vie face à la généralisation du salaire socialisé.

### Questionnement

La question du renversement du rapport a été posée de la manière suivante : comment lutter contre la conviction de beaucoup de gens qu'on n'est pas si mal loti ? Lorsqu'il nous arrive d'interroger les gens autour de nous, beaucoup se disent satisfaits, pensant que leur sort s'est amélioré par rapport aux générations précédentes. L'argument invoqué ici est bien entendu le progrès associé au développement technologique, que nous avons peine à décrire en dehors du cadre politique de l'institution de la société. Nous avons cependant également constaté que le confort au travail était tout relatif, au vu, par exemple, de l'augmentation du travail administratif demandé en plus du travail déjà effectué qui croît en permanence. Nous avons également souligné la part de surveillance que nous subissons, en augmentation constante, et que suppose l'organisation du travail aujourd'hui.

### Réponses politiques

Nombreux sont les témoignages de personnes qui, à la retraite, disent vouloir continuer à travailler, hors du cadre obligé par l'employeur. Par ailleurs, nous

pouvons observer que beaucoup de personnes travaillent dans des formes de coordination poussées hors du travail en emploi, comme, par exemple, les militants de gauche. Sur quels critères ? Des désirs de participation politique, un partage d'expérience, d'autres travailleurs à accompagner, du travail créatif ou de bricolage, manuel ou intellectuel. A contrario, nous ne trouvons guère de personnes qui désirent s'occuper de curatelle sans rémunération supplémentaire - prestation qui a été contrainte jusqu'à maintenant. Avec le salaire à vie et la qualification personnelle, nous pouvons imaginer renforcer le désir de confrontation à l'altérité que nous connaissons et que nous n'avons jamais cessé d'entretenir. Lorsque l'autre a aussi un salaire à vie, l'exercice devient plus intéressant, et nous pouvons nous concentrer sur autre chose que les questions de survie matérielle. Le travail administratif est intéressant lorsqu'il fait partie d'un projet de groupe tourné vers l'avenir, notamment dans la socialisation du salaire. Mais qu'en est-il lorsqu'une société prend le chemin inverse ? On peut douter qu'il ne soit autre chose qu'une charge dans l'assistance personnelle comme dans l'entretien de soi. La copropriété d'usage, alliée au salaire à vie, offre des perspectives compensant largement la recherche d'une position de privilège, soutenant l'organisation actuelle du travail: ils renforcent la confrontation de l'individu à l'altérité.

Retrouvez l'Ami-e du Peuple sur:

Internet: <http://www.amiedupeuple.ch>

FB: <http://www.facebook/AmiedupeupleCH>

Vous pouvez vous abonner à nos publications à cette adresse: [info@amiedupeuple.ch](mailto:info@amiedupeuple.ch)



L'Ami-e du Peuple